

Editorial

Notre association est maintenant statutairement installée. Il convient donc que nous présentions notre programme de travail dont nous espérons qu'il sera si alléchant que de nouveaux adhérents se joindront à nous et renforceront notre potentiel d'activités.

I. Nous sommes en train de mettre au point les procédures de collaboration avec le Centre des Archives du Monde du Travail, à Roubaix, qui est d'accord pour accueillir les archives de la formation des adultes¹.

Nous visons plusieurs choses :

- Faire savoir à des personnes et à des institutions la possibilité de déposer des archives à Roubaix.
- Susciter les dons.
- Etablir une liste de personnes ayant eu un rôle important aux origines de la formation professionnelle et de son développement. Les rencontrer pour faire de longs interviews afin de stocker leurs témoignages. Etablir également une liste de toutes les instances publiques ou privées qui sont susceptibles d'avoir des documents à déposer (exemple, les milliers d'offreurs de formation). Ce travail de cartographie du territoire est pris en charge par André Voisin.

Toute cette activité, qui dépassera bien entendu le cadre de l'année 2000, a deux objectifs :

- a) Permettre dès aujourd'hui aux membres de l'association d'étudier certains aspects, notamment intellectuels et idéologiques, de la construction récente de la formation,
- b) Permettre aux futures générations d'écrire l'histoire de la formation des adultes en France, et pour cela donc, conserver le maximum de traces (d'autant que nous savons qu'il y en a déjà un grand nombre de détruites), en se gardant bien de faire des tris et des sélections.

II. Notre contribution à l'histoire de la formation des adultes en France passe aussi par un travail de réflexion et de publication. C'est ainsi que nous allons développer le séminaire que nous avons déjà ouvert depuis deux ans (voir le programme de l'année à la page 3). A chaque séance, il est présenté l'histoire d'une institution, souvent d'un grand établissement, ou d'un service. Histoire qui peut être faite par les acteurs mêmes ou par un historien de métier (que

ceux-ci soient extérieurs à l'institution étudiée ou qu'ils en soient salariés). Ce travail monographique sera poursuivi.

En même temps, nous allons publier un certain nombre de textes. André Voisin a accepté d'animer une commission pour mettre au point plusieurs propositions : constituer un premier manuscrit de certains travaux déjà présentés au séminaire ; préparer un numéro spécial d'une revue consacré à l'histoire de la formation. En même temps, Jean-Marc Huguet se charge de collationner et de mettre en ordre les diverses réflexions et discussions que nous avons eues grâce à nos intervenants. Nous vous rendrons compte dans un prochain numéro d'*hisfora* de ce travail, dans sa première mise en place.

III. Noël Terrot s'est chargé quant à lui, de l'aspect régional de la formation professionnelle des adultes. En effet, à partir d'une initiative du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité pour préparer la célébration de son centenaire, des commissions régionales sont constituées et se chargent donc d'un volet historique de la formation. C'est le cas de la région Rhône-Alpes où Noël Terrot y a un rôle très actif. A partir de cette expérience, dans laquelle il sensibilisera tous ses interlocuteurs au souci de conservation des archives, il va se mettre en relation avec d'autres régions françaises bien connues pour leur longue activité en matière de formation.

IV. Notre bulletin *hisfora* se dote d'une périodicité de quatre numéros par an (février, avril, septembre, décembre) et présentera dès la prochaine fois les rubriques que vous trouverez à chaque livraison.

Est-il besoin de souligner qu'une activité sociale ne s'attelle pas à son histoire par hasard, ou par le seul désir d'une connaissance désintéressée. La première génération de la formation des adultes, celle des pionniers, est octogénaire. La seconde commence déjà à faire et prendre retraite. Ce sont donc les troisième et quatrième générations qui constituent les actifs de la formation.

Pour contribuer à leurs identités, à l'évolution des métiers et des fonctions, nous n'avons pas seulement un devoir de mémoire. Connaître les sources, les conflits, les enjeux, bref l'histoire elle-même, est le plus sûr moyen à nos yeux, de préparer l'avenir de la formation des adultes.

Jacky Beillerot

¹. Rappelons pour mémoire qu'il existe déjà un dispositif complexe de recueils d'archives. Ainsi, pour l'école, le Musée Pédagogique de Rouen. Pour l'éducation populaire, le PAJEP, auprès des archives départementales de Créteil. Pour l'éducation spécialisée, le CAPEA/CNAHES à l'Université d'Angers.

La première Assemblée Générale du GEHFA

le 14 décembre 1999, au siège de Peuple et Culture

Première partie : interventions et débats autour du thème « Mémoire, Archives, Histoire »

avec deux invités, Mathias Gardet, CNAHES et Pierre Caspard, INRP.

Le premier intervenant, Mathias Gardet, historien, est l'un des responsables du CNAHES (Conservatoire National des Archives et de l'Histoire de l'Éducation Spécialisée), créé en 1993. Son exposé porte principalement sur l'activité du CAPEA (Centre des Archives de la Protection de l'Enfance et de l'Adolescence) qu'il anime et qui a été créé par la CNAHES auprès de l'Université d'Angers.

A l'origine de ce projet, le regroupement d'une cinquantaine de pionniers de l'éducation spécialisée et de trois historiens spécialistes de ce secteur (Françoise Tétard, Mathias Gardet et Eric Pierre).

L'éducation spécialisée est apparue dans le champ de la Protection de l'Enfance dans les années quarante. Elle a donné naissance au métier d'éducateur. Il y a dans le projet du CNAHES le souci de conserver une mémoire, donc des archives et de développer la recherche. Progressivement, des groupes régionaux se sont constitués et de nombreuses personnalités et associations du secteur ont commencé à confier leurs archives au CAPEA², qui regroupe actuellement plus d'un kilomètre linéaire d'archives. Une convention a été établie avec l'Université. Le traitement des archives se fait avec la collaboration des étudiants en archivistique de l'Université.

L'ouverture du fonds d'archives au public a été réalisée en mai 1998. Une base de données est actuellement en cours de réalisation. Chaque fonds est personnalisé, accompagné d'un petit historique de l'institution, de l'association ou du donateur individuel. Le développement de l'activité est freiné par l'absence de personnel permanent. Récemment, c'est le fonds d'archives du Centre International de l'Enfance et de la Famille du château de Longchamp à Paris, qui a été sauvé et acheminé à Angers. Le bouche à oreille a joué un grand rôle dans le recensement des archives. Il s'agit d'archives privées pour lesquelles divers types de contrats ont été élaborés.

Au début de l'expérience, la collaboration avec les Archives départementales n'était pas évidente. Aujourd'hui, le projet est devenu une sorte d'expérience pilote pour les Archives Nationales.

L'intervention de Pierre Caspard, Historien, Directeur du service historique à l'Institut National de la Recherche Pédagogique (INRP), responsable de la revue *Histoire de l'éducation*, s'articule autour des notions de mémoire et d'histoire.

Il souligne tout d'abord que plusieurs types de mémoires peuvent être distingués : une mémoire individuelle, qui peut être recueillie, mais aussi une mémoire collective, une mémoire sociale, comme construction de l'esprit

dans des cadres sociaux référencés. Elle se nourrit autant de mythes que de connaissances avérées. On peut aussi parler de lieux de mémoire (P. Nora) qui sont liés à la notion de patrimoine. Les rapports de ces diverses approches de la mémoire avec l'histoire sont différents.

Quant aux archives, il est important de noter que les institutions secrètent et gardent des archives en fonction de l'idée qu'elles se font de l'interprétation historique qui en sera faite plus tard.

Pierre Caspard distingue ensuite plusieurs périodes dans l'histoire de l'éducation.

Dans une première période, qui va de la fin du XVI^e au début du XIX^e, apparaissent des « soucis d'histoire ».

Une seconde période, qui s'étend jusque vers 1910, correspond au temps de l'Etat nation, de l'Etat enseignant. Les ouvrages d'histoire de l'éducation qui apparaissent sont alors rarement produits par des universitaires, mais par des administrateurs, des érudits, des prêtres, des politiques. Une des fonctions essentielles de cette histoire de l'éducation consiste, progressivement, à armer moralement les enseignants. Il s'agit également de constituer une mémoire collective du corps enseignant.

La période comprise entre 1910 et 1960 représente un moment creux de l'histoire de l'éducation. Enfin, à partir de 1970, le renouveau des sciences sociales, l'augmentation du public scolaire, fait de l'histoire une véritable activité culturelle. On assiste à une multiplication des producteurs de l'histoire.

C'est le début de la création des comités d'histoire, avec le souci de gérer la mémoire d'une institution, d'une entreprise. Puis le mouvement s'accélère :

- service historique des armées (en 1945)
- comité d'histoire de la seconde guerre mondiale
- service d'histoire de l'éducation (en 1970)
- comité d'histoire de la sécurité sociale (vers 1980)
- nombreuses créations de comités d'histoire dans les années 1990.

Le problème de la conservation des archives se pose de plus en plus aux recteurs. Des campagnes de recueil d'archives orales sont lancées. On voit apparaître des travaux sur la formation des adultes, l'éducation populaire...

Dans le débat qui succède à ces deux interventions, Jacky Beillerot s'étonne du nombre peu important d'articles et de publications mentionnées dans le bulletin bibliographique de l'INRP sur l'histoire de la formation des adultes. Il semblerait, est-il répondu, que ce thème historique a été très peu travaillé, d'où le faible nombre de publications. Jean-Marc Huguet se demande comment sensibiliser une institution qui n'a pas le souci de l'histoire ?

L'histoire des institutions, répond Mathias Gardet, a connu un effet de mode, avec la création de bureaux d'études spécialisés, il y a quelques années. Mais ces travaux n'ont pas conduit véritablement à la constitution d'un champ, d'où le caractère éphémère de ce mouvement.

². Adresse Internet du CAPEA :

<http://buweb.univ-angers/EXTRANET/CNAHES>





Est abordé également le problème des archives orales : interroger les personnages fondateurs qui ont aujourd'hui entre 75 et 90 ans. Ce travail exige la construction de problématiques assez précises et un cadre qui nécessite des interviewers une bonne connaissance du secteur. A cela s'ajoute d'autres aspects plus techniques. L'usage progressif du CD Rom devrait faciliter considérablement l'utilisation (indexation, stockage, lecture...) de ces archives sonores.

Pour conclure le débat, Pierre Caspard exprime l'idée que le GEHFA est tout à fait dans le champ des comités d'histoire dont les services du Premier Ministre viennent de constituer un regroupement (Club des comités d'histoire).

Deuxième Partie Assemblée Générale statutaire

Après un apéritif amical ponctuant la pause, Jacky Beillerot rend compte des activités du GEHFA et du séminaire qui a précédé sa création. Le Centre d'archives du monde du travail de Roubaix a été contacté et est prêt à recevoir les archives que nous lui proposerons. Le GEHFA engage une vingtaine d'entretiens approfondis avec les « fondateurs » de la formation des adultes.

Le n°1 de la lettre du GEHFA, *hisfora*, paraîtra en janvier.

Les activités du séminaire se poursuivent au CEDIAS. La prochaine séance aura lieu le mardi 8 février avec Pierre Benoist qui évoquera la formation au BTP (Bâtiment-Travaux Publics). Voir le programme ci-contre.

Les objectifs de ce séminaire, qui se déroule depuis deux ans, sont à repreciser. Centrées sur la connaissance des institutions pionnières de la période 1945-1970, les séances ont souvent obéi à une logique de témoignage davantage que de recherche, exception faite toutefois des interventions de deux chercheurs : Richard Lick et Françoise Laot.

Le public a été le plus souvent composé de pionniers et d'institutionnels. Il faudrait l'élargir afin de rendre les échanges plus riches et de laisser place à la contradiction.

Ces interventions ont donné lieu à une dizaine de textes, dont certains pourraient faire l'objet d'une publication collective après réécriture. Il y a là un matériel intéressant à ne pas laisser en jachère.

Le rapport financier est présenté par Vincent Peyre. L'association compte 26 adhérents à jour de leur cotisation. Grâce au soutien logistique de deux de nos partenaires, le CNFEPJJ de Vaucresson et le CEDIAS, nos dépenses ont été jusqu'ici très réduites. Il sera toutefois nécessaire d'élargir rapidement nos sources de financement qui se limitent aujourd'hui aux seules adhésions.

Le rapport d'activité et le rapport financier sont adoptés à l'unanimité, le conseil d'administration et le bureau provisoire sortants sont reconduits :

Président : Jacky Beillerot
Vice présidents : Françoise Laot, André Voisin
Secrétaire : Jean-Jacques Yvorel
Secrétaire adjoint : Jacques Bourquin
Trésorier : Vincent Peyre
Autres membres du C.A. : Jean-François Chosson, Jean-Marc Huguet, Richard Lick, Noël Terrot.

Programme du séminaire 2000

Rappelons que les séances se tiennent au CEDIAS-Musée social, 5 rue Las Cases, 75007 (métro Solférino), de 17h30 à 19h30.

● Mardi 8 février – Pierre Benoist : la formation dans le BTP (Bâtiment-Travaux publics)

● Mardi 28 mars – Yves Palazzeschi : la livraison d'une anthologie de textes sur la formation : mémoire et/ou histoire ? Compte-rendu de la démarche et retour critique.

● Mardi 16 mai – L'INFAC

● Mardi 20 juin – L'INFREP

Chronique bibliographique

Nous inaugurons avec ce numéro d'*hisfora* une rubrique bibliographique dont l'objectif est double :

- informer des parutions nouvelles sur le thème large de l'éducation et de la formation des adultes,

- élaborer une bibliographie organisée, comprenant des références, anciennes et récentes, qui constituerait un outil de base utile aux chercheurs, tout en contribuant à baliser les contours d'un champ de la recherche en histoire de l'éducation et de la formation des adultes.

Nous comptons sur votre participation pour nous signaler articles, rapports d'étude, thèses, ouvrages, chapitres d'ouvrages ou tout autre document. Vous pouvez proposer ces références à l'adresse électronique hisfora@aol.com.

Pour "amorcer" cette rubrique, nous vous signalons ici deux références de publications à la fois très récentes et collectives.

■ *Sociétés contemporaines*, n°35, novembre 1999 : Les chantiers de la formation permanente (1945-1971), présentant les travaux de Vincent Troger, De l'éducation populaire à la formation professionnelle, l'action de "Peuple et culture" ; Lucie Tanguy, Reconversion industrielle et conversion culturelle dans un bassin minier de Lorraine au milieu des années 1960 ; Guy Bruzy, Formation ou culture, l'action des cadres et des ouvriers de la chimie CFTC-CFDT (1946-1971) ; Philippe Casella, La mobilisation par l'administration d'un "monde professionnel de la formation".

■ Claude Dubar & Charles Gadéa (éds), *La promotion sociale en France*, Presses universitaires du Septentrion, Lille, 1999, 278 p. ; notamment des contributions de Jean-François Chosson, Richard Lick, Yves Palazzeschi (membres du GEHFA).

Un panorama des publications de l'année 1999 sera présenté dans le prochain numéro d'*hisfora*.

Françoise F. Laot

Le séminaire "Histoire des institutions pionnières en formation des adultes" 1997-1999

Est rappelé ici le programme des douze premières séances du séminaire. Une partie des matériaux réunis au cours de ce séminaire donnera à publication après réécriture (voir compte-rendu de l'assemblée générale, page 3).

- Introduction des travaux du séminaire : Antoine Prost, le 29 avril 1997.
- Commentaire du titre et débat sur le projet du séminaire, animation Jacky Beillerot, le 16 juin 1997.
- L'expérience du Centre d'Etudes Supérieures Industrielles (CESI), Richard Lick ; discutant : Raymond Vatier, le 13 octobre 1997 (*promotion, perfectionnement et formation des ingénieurs et cadres de l'industrie*)
- L'expérience de l'Institut National de Promotion Supérieure Agricole (INPSA) de Dijon, Jean-François Chosson ; discutants : Louis Vaillant et Hervé Lamaury, le 15 décembre 1997 (*formation des cadres de l'agriculture et des animateurs ruraux*)
- Le Centre de Formation et de Recherche de l'Education Surveillée (CFRES) à Vaucresson, Jacques Bourquin, Vincent Peyre, Pierre Segond ; discutant : Gilles Ferry, le 9 février 1998 (*formation des éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et recherches dans le secteur*)
- Le Complexe de Nancy (1954-1973) : le Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale (CUCES et ACUCES) et l'Institut National pour la Formation des Adultes (INFA), Françoise F. Laot ; animation : Evelyne Burguière, présence de Bertrand Schwartz, le 27 avril 1998 (*Promotion sociale, perfectionnement des cadres de l'industrie, actions collectives de formation dans les bassins miniers, recherche en éducation permanente et formation des adultes*)
- Le Centre National d'Etudes et de Formation pour l'Adaptation Scolaire et l'Education Spécialisée (CNEFASES), Dominique Brulé, Discutant : Eric Plaisance, le 15 juin 1998 (*formation des « instituteurs spécialisés » de l'Education Nationale*)
- La Formation à Electricité de France, Jean-Marc Huguet ; animation : Vincent Peyre, le 17 novembre 1998 (*apprentissage, perfectionnement professionnel et sessions de Relations Humaines à EDF*)
- L'Institut des Sciences Sociales du Travail (ISST), des origines aux années 70, Brigitte Einhorn ; présence de Marcel David, le 18 janvier 1999 (*éducation ouvrière et formation des cadres syndicaux*)
- L'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INEP-INJEP), Danièle Weiss, le 10 mai 1999 (*éducation populaire, formation des animateurs et des cadres socio-culturels*)
- La formation des adultes à l'université, Noël Terrot, le 14 juin 1999 (*éducation permanente, formation continue des adultes à l'université*)
- Peuple et Culture, Jean-François Chosson ; discutant : Vincent Troger, le 19 octobre 1999 (*formation des cadres de l'éducation populaire, universités d'été*)

Nous vous rappelons que le groupe d'étude ne vit que des cotisations de ses adhérents. Si vous souhaitez participer à ses activités, recevoir régulièrement ce bulletin et soutenir l'activité du groupe, nous vous invitons à remplir le bulletin d'adhésion ci-dessous et à le retourner au secrétariat : J.-J. Yvorel, CNFEPJJ, 54 rue de Garches, 92420 VAUCRESSON.
Cotisation annuelle à partir de 150 francs.

Bulletin d'adhésion Au Groupe d'étude – histoire de la formation des adultes

Nom et prénom

Adresse

Téléphone, fax, e-mail

Fonction

Date signature

Chèque à l'ordre du GEHFA.